



HAL
open science

Le nouveau paysage politique français et le bouleversement de la structure de la compétition partisane

Pierre Martin

► **To cite this version:**

Pierre Martin. Le nouveau paysage politique français et le bouleversement de la structure de la compétition partisane. 2016. hal-01301024

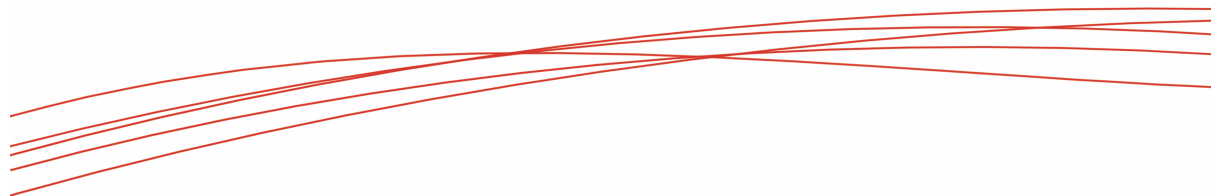
HAL Id: hal-01301024

<https://shs.hal.science/hal-01301024>

Preprint submitted on 11 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Sciences Po Grenoble
working paper n. 31

**Le nouveau paysage politique français
et le bouleversement de la structure de la compétition
partisane**

Pierre Martin, CNRS, FNSP, PACTE

March 2016

Partners //



Le nouveau paysage politique français

et le bouleversement de la structure de la compétition partisane

Mars 2016

Pierre Martin, Ingénieur de recherches au CNRS, PACTE, IEP de Grenoble, chargé de mission à la FNSP. Pierre.martin@iepg.fr

Résumé :

Cette travail a pour objet d'analyse le bouleversement de la structure de la compétition partisane en France depuis les européennes de 2014, confirmée en 2015 (départementales et régionales), aboutissant à un paysage politique caractérisé par le « tripartisme ». Nous allons tout d'abord rappeler les principales caractéristiques de ce « tripartisme », ensuite replacer cette nouvelle structure « tripartite » dans l'histoire de la compétition partisane en France depuis 1945, et enfin nous interroger sur la durabilité de cette nouvelle structure, autrement dit, est ce que le nouveau paysage politique français va aboutir à un nouvel ordre électoral ?

Introduction : Le nouveau paysage politique, le « tripartisme »

Les européennes de 2014 ont marqué l'effondrement de la structure de la compétition pour le pouvoir national en place depuis le réalignement électoral de 1984. Celle-ci se résumait presque toujours à un affrontement entre le PS et l'UMP, avec un FN minoritaire et isolé à l'extrême droite pouvant au mieux se maintenir au second tour en triangulaire. Avec la percée du FN aux européennes, c'était la première fois depuis 1979 que la force politique arrivant en tête n'était ni le PS, ni un parti de la droite parlementaire. Ce bouleversement de la structure de la compétition partisane a été confirmé au second tour des départementales : non seulement la proportion de triangulaires a fortement augmenté par rapport aux cantonales de 2011 (14,6 % contre 1,7%), mais la nature des duels a elle-même été transformée. Les duels opposant la gauche et la droite UMP et alliés n'ont plus représenté que 41 % du total des duels contre 74 % en 2011 alors que les duels opposant le FN à la droite sont passés de 8 % à 33 % des duels, ceux opposant le FN à la gauche restant stables à 18 %. Ainsi, le cas de figure classique d'un duel gauche/UMP et alliés ne s'est plus retrouvé que dans 33 % des configurations de second tour, contre 71 % en 2011. Cette nouvelle configuration s'est à

nouveau manifestée aux régionales. A l'issue du premier tour, on pouvait observer que le cas de figure classique (droite LR-UDI et PS-DVG en tête) ne se réalisait que dans 4 régions sur 13, contre 21 sur 22 en 2010 : dans 8 régions les deux listes arrivées en tête étaient le FN et la droite LR-UDI (7), ou le FN et le PS (1).

On a ainsi depuis les européennes de mai 2014 une nouvelle configuration partisane où trois forces politiques sont susceptibles d'arriver dans les deux premières positions (PS-DVG, LR-UDI, FN), avec de plus un FN en situation de force par rapport au PS et même à LR. Cela signifie très concrètement que pour la présidentielle, l'élection phare du système politique français, le PS et les Républicains sont en concurrence pour participer au second tour face au FN, qui paraît le plus assuré de se qualifier. Comme le FN reste une force impuissante, massivement rejetée par une majorité de l'opinion et incapable de l'emporter au second tour, en particulier en duel, la compétition au premier tour entre le PS et la droite LR-UDI devient absolument décisive. Cette situation permet paradoxalement au PS et à LR d'accroître leur pression à l'union dès le premier tour sur leurs concurrents et alliés potentiels au sein de leurs camps respectifs, les menaçant d'être responsables de l'absence de leur camp au second tour. Le Front de gauche et les écologistes à gauche, comme l'UDI et le MoDem à droite, peuvent toutefois compenser en partie cette situation inconfortable de devoir justifier leur existence, par une capacité accrue de négociation en vue de candidatures unitaires, notamment pour les législatives.

Mise en perspective : l'évolution de la compétition partisane depuis 1945

De 1958 à 2015

Cette mise en perspective historique sera faite ici à partir de deux tableaux. Le premier tableau (Tableau D)¹ retrace l'évolution de la compétition partisane en France sous la Cinquième République à partir de l'observation des résultats dans chaque circonscription du premier tour des législatives depuis 1958 ainsi que de celui des régionales de 2015, en retenant les deux candidats arrivant en tête (en % des circonscriptions). Cette description de la structure de la compétition partisane est naturellement simpliste mais elle correspond à la transcription des règles de l'élection présidentielle au niveau de l'élection partisane par excellence, l'élection législative. Regardons d'abord le bas du tableau. On observe que la structuration de la compétition partisane en France sous une dominante gauche/droite a été progressive entre 1958 et 1968 (de 53,3 % à 79,5 %). Ce dualisme G/D atteint son apogée en

¹ Les tableaux sont en annexe dans des fichiers séparés.

1986-1988 (92 %), décline fortement lors de la crise de 1993 (70,2 %) et se redresse rapidement par la suite avant de s'effondrer spectaculairement en 2015 (34,5 %). En 1958, les circonscriptions où la compétition était dominée par deux candidats de droite modérée (Gaullistes, MRP, CNI) représentaient 35,3 % des cas. Cette configuration D/D ne cesse de décliner jusqu'à l'insignifiance en 1981, ne se redressant conjoncturellement qu'en 1993 (9 %) et 2007 (4 %). On observe également un déclin de la proportion de circonscriptions où l'affrontement prioritaire est au sein de la gauche, mais seulement après la fin des années 1980. A l'intérieur de la gauche, la dynamique de domination du PS s'affirme dès la fin des années 1960. C'est en 1968 que le nombre de circonscriptions GNC/D dépassent celui des PC/D. Elle devient quasi exclusive à partir de 1981. La contestation de la domination de la structure d'affrontement bipolaire G/D provient presque exclusivement du FN, avec une première manifestation minoritaire dans les années 1990 (1993, 1997) avant le bouleversement spectaculaire de 2015 après une poussée en 2012. En 2015, les seules configurations bipolaires D/FN sont plus nombreuses que les G/D (41,6 % contre 34,5 %), avec en plus 23,2 % de G/FN.

De 1945 à 1958

Observons maintenant le tableau II pour la Quatrième République. Tout d'abord, il y a une beaucoup plus grande dispersion des cas de figures, résultat de la fragmentation assez forte et croissante de la vie politique de 1945 à 1958. Dans les bilans des dualismes en bas, on distingue deux cas de figures selon que les Radicaux sont classés à gauche ou à droite. Dans les deux cas le dualisme G/D domine, mais plus nettement dans le second. Dans la période des gouvernements tripartites PC-SFIO-MRP (1945-1947), on observe une montée du dualisme PC/MRP. En 1951, c'est le dualisme PC/Gaull (RPF) qui est le plus fréquent, puis le dualisme PC/SFIO en 1956 et ensuite PC/RAD avant PC/IND et PC/POUJ. Au total le PC est dans les deux premiers dans 66,7 % des cas en 1945, 67,6 % et 73,6 % en 1946, 68,9 % en 1951 et 76,6 % en 1956. Remarquons qu'en 1958 cette proportion tombe à 38,5 % avec le fort recul du PC. Ainsi, la période 1945-1958 est dominée par l'affrontement du PC et des autres, beaucoup plus que par le dualisme G/D.

Un nouvel ordre électoral ?

Après la rupture qu'ont constitué l'élection présidentielle et les élections législatives de 2007 (Martin, 2007 ; Labouret, 2014), avec l'effondrement de l'ordre électoral en place depuis le réaligement électoral de 1981-1984 (Martin, 2000), il est naturel de se demander si

nous n'assistons pas, en particulier depuis les européennes de 2014, à la cristallisation d'*un nouvel ordre électoral*. Cette interrogation est d'autant plus justifiée que les élections locales de 2015, départementales en mars et régionales en décembre, ont pour l'essentiel confirmé les bouleversements des rapports de forces partisans des européennes de mai 2014 et marqué l'émergence d'un « tripartisme » (Martin, 2015). Toutefois, avant de conclure à la structuration effective d'un nouvel ordre électoral tripartite en 2014-2015 mettant fin à la phase de réalignement ouverte en 2007 et correspondant au début d'une nouvelle période de politique ordinaire, il faut faire preuve de prudence. Il y a d'importants éléments de fragilité dans cette nouvelle configuration partisane qui nous interdisent de conclure d'ores et déjà à sa stabilisation.

Cette nouvelle situation électorale, marquée par *une dénationalisation des configurations d'affrontement*, comme l'a montré le second tour des régionales, pose des problèmes nouveaux au PS et à la droite LR-UDI. Jusqu'ici la relative uniformité nationale de la configuration des affrontements électoraux avait pour conséquence que les stratégies électorales des candidats PS et des candidats de la droite LR-UDI étaient presque partout conformes à la stratégie nationale de leur formation, rassemblement de la gauche pour le PS, alliance LR-UDI-MoDem pour la droite parlementaire, sans rechercher ni l'alliance avec le PS, ni celle avec le FN. Les départementales et surtout les régionales ont mis en évidence la difficulté à maintenir une telle cohérence nationale.

Pour les Républicains, la nécessité de rechercher le report de l'électorat de gauche dans les trois grandes régions Nord-Pas-de-Calais, Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et PACA est entrée directement en conflit avec la stratégie de séduction de l'électorat FN dans le cadre des affrontements gauche/droite dans la plupart des autres régions. De plus, la droite LR-UDI sera probablement confrontée à un autre type de problème dans les endroits où elle arrivera troisième derrière la gauche et le FN, en particulier dans le Midi, car elle risque à la fois de perdre ses élus au scrutin majoritaire, et de passer pour responsable de victoires du FN en cas de maintien en triangulaire. La persistance de ce type de situation dans la durée est susceptible d'accroître les tensions entre ceux qui veulent s'allier avec le FN et ceux qui préfèrent un rapprochement avec le PS de type « grande coalition ».

La tension au sein du PS ne sera pas moindre entre ceux qui veulent maintenir une stratégie de rassemblement de la gauche et ceux qui souhaitent une grande coalition avec le centre et au moins une partie de la droite. En effet, dans une partie minoritaire mais importante du pays -

le grand ouest, l'Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes - l'affrontement reste principalement entre le PS et la droite LR-UDI, de sorte que les candidats socialistes doivent prioritairement rassembler l'ensemble de la gauche au second tour pour l'emporter. De plus, dans certains endroits, compte tenu de la poussée du FN, l'affaiblissement de la gauche est suffisamment compensé par celui de la droite LR-UDI, pour permettre la victoire d'une gauche rassemblée, même si celle-ci reste minoritaire - le second tour des régionales en Bourgogne-Franche-Comté et en Centre Val-de-Loire en témoigne. Cependant, dans une grande partie du Nord, de l'Est et du Sud-Est du pays, le PS risque la disparition quasi complète de son implantation en termes d'élus, notamment aux législatives, comme l'ont illustré les régionales en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en PACA. Comment les socialistes feront-ils campagne dans ces deux régions aux prochaines régionales ? Pour continuer à exister, ne devront-ils pas faire alliance dès le premier tour avec au moins une partie de la droite ou au contraire mettre la barre à gauche toute ? Ajoutons que dans certaines circonscriptions du Midi où, comme aux départementales, les socialistes seront en duel au second tour des législatives face au FN, leurs candidats pourraient être plus sensibles à la nécessité d'attirer les voix du centre et de la droite éliminée que celles des communistes et des écologistes moins susceptibles de se reporter sur le FN. De fait, la situation actuelle d'un double « ni-ni », « ni FN ni PS » pour LR et « ni fusion ni maintien » pour le PS, n'est pas durable car elle n'est pas tenable à moyen terme. Ces tensions « stratégiques » pourraient se combiner avec les divisions idéologiques réelles au sein du PS et de la droite LR-UDI pour mettre sérieusement en danger leur cohésion interne et amplifier les risques d'éclatement ou de désagrégation. La fragilité de la situation à gauche est un troisième élément majeur d'incertitude. Le très fort niveau d'impopularité du pouvoir socialiste, ainsi que les divisions profondes au sein de la gauche que suscite sa politique, au niveau économique et social évidemment, mais aussi plus récemment au niveau sécuritaire et culturel, pourraient remettre en cause l'unité du PS et sa capacité à rester la force dominante à gauche. Même si à l'heure actuelle, et comme l'ont confirmé toutes les élections depuis 2012, les forces à sa gauche (Front de gauche, écologistes) ne progressent pas et sont même en crise, car il n'y a pas de demande forte de politiques de gauche dans l'opinion, cette situation pourrait changer après 2017. Cette absence actuelle de demande forte de politiques de gauche ne correspond-elle pas à « l'effet thermostatique » (Wlezien, 1995 ; Ellis et Stimson, 2012 ; Tiberj et al., 2009) ? Effet que l'on peut résumer brutalement ainsi : durant un mandat gouvernemental, la demande de politiques de l'autre bord que celui du pouvoir (droite ou gauche) tend à progresser dans l'opinion. Dans ce cadre, il n'est pas surprenant, mais au contraire conforme au modèle, que ce soit une demande de politiques de droite, et

non de gauche, qui progresse sous un gouvernement PS. Cependant, ce pourrait être l'inverse après une défaite de la gauche en 2017. Le PS sera-t-il alors capable de canaliser cette demande de politiques de gauche comme après sa défaite de 2002 ou au contraire sera-t-il débordé électoralement par une force de gauche contestataire comme l'a été en Espagne le PSOE après sa défaite de 2011 ? Seul l'avenir nous le dira.

Bibliographie :

Ellis Christopher et Stimson James A. (2012), *Ideology in America*, Cambridge University Press.

Labouret Simon (2014), *La rupture de 2007. Changement électoral et dynamiques de réaligement en France*, thèse de doctorat de l'université de Grenoble.

Martin Pierre (2000), *Comprendre les évolutions électorales, la théorie des réaligements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po.

Martin Pierre (2007), « Les scrutins de 2007 comme moment de rupture dans la vie politique française », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1044, p. 167-175.

Martin Pierre (2015), « L'avenir du tripartisme », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1075, p. 103-108.

Tiberj Vincent, Stimson James A. et Thiébaud Cyrille (2009), « Structure et structuration d'un public *policy mood* à la Française », communication au congrès de l'Association française de science politique à Grenoble ; « Le mood, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions: Application aux évolutions de la xénophobie en France (1999-2009) », *Revue française de science politique* 60 (5): 901-926.

Wlezien Christopher (1995), « The Public as Thermostat : Dynamics of Preferences for Spending », *American Journal of Political Science*, Vol. 39, No 4, p. 981-1000.

Tableau II

Configuration des constituantes et législatives (1945-1956)

Avec les deux listes arrivées en tête en % des circonscriptions

	1945	1946	1946	1951	1956
PC/SFIO	25,5	15,7	9,8	16,5	22,3
PC/RAD	1	2,9	6,9	12,6	18,4
SFIO/RAD	2	-	-	-	-
PC/MRP	28,4	36,3	41,2	4,9	3,9
PC/IND	9,8	12,7	15,7	8,7	16,5
PC/GAULL				26,2	2,9
PC /POUJ					12,6
SFIO/MRP	12,7	13,7	8,8	-	2,9
SFIO/IND	12,7	3,9	2	4,9	6,8
SFIO/GAULL				4,9	-
RAD/MRP	2,9	3,9	2	1	2,9
RAD/IND	-	1	1	1,9	2,9
RAD/GAULL				2,9	-
MRP/IND	4,9	9,8	12,7	2,9	3,9
MRP/GAULL				10,7	-
MRP/POUJ					2,9
IND/GAULL				1,9	-
IND/POUJ					1
G/G*	28,5	18,6	16,7	29,1	40,8
G/D	66,6	71,5	70,6	55,4	51,4
D/D	4,9	9,8	12,7	15,5	7,8
G/G**	25,5	15,7	9,8	16,5	22,3
G/D	66,7	69,5	74,6	62,2	64
D/D	7,8	14,8	15,6	21,3	13,7
PC/Autres	66,7%	67,6 %	73,6 %	68,9 %	76,6 %

* Avec Radicaux à gauche.** Avec Radicaux à droite.

Tableau I

Configuration du 1^{er} tour des législatives (1958-2012) et régionales (2015),

Avec les deux candidats en tête, en % des circonscriptions législatives

	1958	1962	1967	1968	1973	1978	1981	1986	1988	1993	1997	2002	2007	2012	2015
PC/D	27,5	38,9	38,6	39,3	36	25,1	3,8	0,5	1,3	7,2	3,8	5,6	4,5	0,9	-
PC /GNC	11	8,6	5,3	0,9	5,8	10,5	13,5	4,9	5	0,9	2,3	0,7	0,4	2,4	0,6
GNC/GNC	0,4	0,9	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GNC/D	25,8	21,5	32,8	40,2	39,4	56,8	82,5	91,4	90,9	63	78,2	85	90,5	87,2	33,9
ECO/D	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,1	-	-	-	-	-
D/D	35,3	30,1	23	19,7	18,8	7,6	0,2	1,4	0,9	9	0,7	2,5	4	1,1	-
D/FN	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,2	17,8	9	4,5	0,2	2,4	41,6
PC/FN	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,4	0,4	2,2	0,4	-	0,2	0,2
GNC/FN	-	-	-	-	-	-	-	1,3	1,1	0,4	3,6	1,1	0,2	5	23
D/NAT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,4	0,2
GNC/NAT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6
G/D	53,3	60,4	71,4	79,5	75,4	81,9	86,3	91,9	92,2	70,2	82	90,6	95	88,1	34,5
FN/SYST	-	-	-	-	-	-	-	1,7	1,3	18,2	12,6	5,6	0,4	7,4	64,6

GNC : Gauche non communiste (PS, rad, dvg, ou écologistes soutenus par PS). D : droite sans extrême droite. SYST : partis du système (D et GNC). NAT : nationalistes corses.